

La mobilisation de Code Rouge contre Engie s'intensifie

Début mai, Code Rouge annonçait que sa prochaine action viserait Engie, l'entreprise la plus polluante de Belgique. Depuis lors, le mouvement a enregistré plusieurs centaines d'inscriptions, soutenues par un flot continu de séances d'informations et de formations organisées partout en Belgique.

Du 5 au 9 juillet, le mouvement belge de désobéissance civile de masse posera ses pénates sur l'un des sites d'Engie. Même si l'endroit exact de l'action ne sera révélé qu'au dernier moment, les participant.es peuvent suivre une formation leur permettant de prendre part à l'action, et ce quel que soit leur niveau d'expérience. "Je me sens inspiré, motivé et prêt à agir contre les entreprises polluantes qui aggravent la crise climatique. Nous devons agir collectivement et le faire maintenant", déclare Lowie de End Fossil Gent, qui vient de suivre une formation Code Rouge à Gand.

"Les participant.es dénoncent le désastre climatique, social et humain causé par les activités d'entreprises comme Engie" explique Peter Paul. "Ces dernières années, Engie a réalisé d'énormes profits dans un contexte de crise sociale et climatique profonde, où de nombreuses familles ne savent plus comment payer leurs factures d'énergie". En 2022, le géant industriel a versé 3,4 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires. Outre ces superprofits, l'entreprise bénéficie d'un soutien financier de la part de l'État belge. Ce dernier a octroyé une subvention d'un milliard d'euros, réparti entre Engie et Luminus, pour la construction de deux nouvelles centrales au gaz fossile, l'une à Flémalle (Engie) et l'autre à Seraing (Luminus). De l'argent public sciemment dépensé pour détruire la planète.

Face à ces profits indécents, Code Rouge réitère sa solidarité envers les travailleur.ses d'Engie. Conscient que l'action de cet été affectera leur lieu de travail, le mouvement maintient un lien étroit avec les syndicats. "Les travailleur.ses de l'industrie fossile doivent être inclus.es dans la révolution énergétique. Un plan de reconversion doit être mené par les syndicats pour se diriger vers des emplois sains dans une économie durable", affirme Alena.

La semaine dernière, Engie a dévoilé son nouveau scénario pour atteindre le « [Net zéro émissions en 2050](#) ». On peut y lire que l'entreprise envisage le déploiement de 600 GW de capacité de flexibilité supplémentaire, dont une partie repose sur une augmentation des centrales à gaz. Une nouvelle capacité qu'Engie promet de décarboner d'ici à 2050, et ce en désaccord avec l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) qui soutient [une décarbonation totale de la production d'électricité en Europe d'ici 2040](#). En outre, le nouveau scénario d'Engie s'appuie fortement sur l'"hydrogène décarboné", une technologie dont le développement est [très peu susceptible](#) de croître suffisamment pour remplacer, comme Engie le suggère, l'ensemble de nos usages actuels de combustibles fossiles, dans les délais impartis par l'Accord de Paris.

Face à ces choix politiques désastreux, Code Rouge a rendu publique sa décision d'utiliser la désobéissance civile comme méthode d'action. "Si l'industrie fossile est autorisée à continuer de détruire la planète et notre avenir, alors ces actions sont plus que légitimes. Il est de notre devoir, en tant que citoyen.nes, d'agir contre cela. En enfreignant délibérément la loi, nous nous inscrivons dans une longue histoire de luttes sociales, où la résistance légitime s'oppose au pouvoir des entreprises qui placent le profit des actionnaires avant les personnes et la vie. Si la loi ne punit pas l'industrie fossile, nous le ferons", déclare Léo.

Informations et Porte-paroles :

- Katharina (NL/EN) : 0498 492 519

- Morgane (FR) : +32 494 76 49 76

Photos: <https://we.tl/t-SxTfoA89SQ>

Site web : <https://code-rouge.be/>